2023

REVUE DE PRESSE

Sepur

Engagés pour l'avenir
de nos territoires

SOMMAIRE

01. Nos chiffres p. 05

02. Développement et savoir-faire p. 06

03. Au coeur de nos territoires p. 20

04. Développement durable et mobilité p. 34

3 150 COLLABORATEURS

NOS CHIFFRES
EN 2023

374
MILLIONS D'EUROS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

10
MILLIONS D'HABITANTS DESSERVIS

132
SITES RÉPARTIS EN FRANCE

75 %
DE NOTRE FLOTTE ROULE AUX ÉNERGIES PROPRES

7
STATIONS DE GAZ NATUREL POUR VÉHICULES (GNV)

02.

DÉVELOPPEMENT ET SAVOIR-FAIRE

01 - Batîment Entretien- «Collecte des déchets Sepur rachète ECT collecte» 01/01/2023 - p.08

02 - Recyclage Récupération - «TriGironde : 26M€ pour trier plus de plastiques» 06/02/2023 - p.09

03 - Reportage E=M6 - «Pourquoi trier ses déchets alimentaires sera bientôt obligatoire ?» 12/02/2023 - p.10

04 - Le Parisien - «Déchets enlevés sur demande : "un vrai service de proximité"» 13/09/2023 - p.11

05 - Le Monde - «Des stages ouvriers pour se frotter au réel» 23/11/2023 - p.13

06 - Journal du Grand Paris - «Déchets de Val d'Europe Agglomération» 04/12/2023 - p.17

07 - L'Est Eclair - «La collecte des ordures ménagères change» 21/12/2023 - p.18

08 - RTL.fr - «Youri Ivanov, PDG de Sepur acteur de la collecte et valorisation des déchets, est l'invité de RTL Bonsoir» 28/12/2023 - p.19

01 - Collecte des déchets Sepur rachète ECT collecte

SOURCE : Bâtiment Entretien

DATE DE PUBLICATION : 01/01/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

COLLECTE DES DÉCHETS

SEPUR RACHÈTE ECT COLLECTE

Le groupe francilien Sepur, basé à Thiverval-Grignon (78) et n° 2 de la collecte des déchets et de la propreté urbaine en Île-de-France (2 500 salariés, 32 agences, 270 M€ de CA en 2021) vient de racheter la société ECT Collecte selon une information publiée par notre confrère *Environnement magazine*. Créée en 1965 par Hervé Matuszewski, Sepur intervient auprès de quelque 2 000 communes, la PME familiale ECT Collecte, basée quant à elle en Côte-d'Or, à Semur-en-Auxois, a développé son activité dans le grand est de la France (Marne, Haute-Marne, Yonne, Aube, etc.), mais également dans la Nièvre et en Seine-et-Marne.

ECT Collecte a rejoint en 2002 le groupe ECT, leader national de la gestion et du stockage des matériaux inertes. Cette acquisition, qui doit permettre à Sepur d'afficher un CA de 330 M€ en 2023, va offrir au groupe une zone de chalandise nationale.

ECT Collecte traite annuellement plus de 40 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés en porte-à-porte, emploie 130 salariés et dispose d'une flotte de 80 véhicules dans neuf départements.

02 – TriGironde : 26M€ pour trier plus de plastiques

SOURCE : Recyclage Récuperation

DATE DE PUBLICATION : 06/02/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

TriGironde : 26 M€ pour trier plus de plastiques

Extensions des consignes de tri des déchets obligent, sept collectivités (Sictom Sud-Gironde, Semoctom, Smicotom, Smicval Libournais Haute Gironde, et les communautés de communes Convergence Garonne, Médoc Estuaire et Médullienne) s'associent au sein de TriGironde en une société publique locale, pour relever ce défi concernant plus de 500 000 habitants.

Le 13 janvier dernier, les représentants des sept collectivités se sont rassemblés près de Langon, pour présenter les perspectives : tous les emballages, plastiques, papiers, conserves, se trient ensemble et vont dans la poubelle jaune et le verre va dans la verte. *« Nous nous associons pour relever ce défi, afin de mutualiser nos coûts tout en conservant nos spécificités »*. Citeo coordonnera ce nouveau déploiement qui se traduira par une réduction des volumes d'OMR et une augmentation de la récupération des emballages plastiques qui seront acheminés vers le centre de TriGironde, puis vers des centres de recyclage. Ce qui représente des tonnages déjà conséquents pour l'ensemble des matériaux avec néanmoins la volonté d'aller plus loin pour les plastiques ; d'où la modernisation ou construction partout en France de centres de tri à la pointe, intégrant des machines de tri optique elles aussi de dernière génération.

Un centre de tri pour les résines plastiques est en cours de réalisation sur le site existant du Smival (Saint-Denis-de-Pile, près de Libourne). Le bâti est rénové et intégrera une nouvelle ligne de process : davantage de tri optique et un nombre de collaborateurs revu à la hausse. Il devrait être opérationnel au 1er janvier 2024. La capacité du centre de tri passera de 12 000 à 32 000 t/an de déchets triés, ce qui correspond à la production des déchets concernés. Sepur, société privée spécialisée, construit cette extension du centre de tri et l'exploitera pendant cinq ans. L'investissement s'élève à 26 M€ et à 50 M€ avec l'exploitation.

03 - Pourquoi trier ses déchets alimentaires sera bientôt obligatoire ?

SOURCE : E=M6

DATE DE PUBLICATION : 12/02/2023

AUTEUR : Mac LESGGY

20:56:12	Pourquoi trier ses déchets alimentaires sera bientôt obligatoire ? Visite du site.
20:56:34	Interview de Maxime Venot, responsable du site de compostage de la société Sepur Thiverval-Grignon : comment les biodéchets se transforment en compost.
20:57:46	Interview de Marc-André Selosse, biologiste et professeur au Muséum national d'Histoire naturelle.
20:58:35	Le compost est utile aux agriculteurs.
20:58:44	Interview de Maxime Venot.
20:59:40	

04 - Déchets enlevés sur demande : "Un vrai service de proximité"

SOURCE : Le Parisien

DATE DE PUBLICATION : 13/09/2023

AUTEUR : Auguste CANIER

CLAMART | Depuis 2019, le service Vallée Sud Recycle propose une collecte sur rendez-vous. Deux nouvelles communes viennent d'intégrer le dispositif qui sera étendu à tout le territoire l'an prochain

Déchets enlevés sur demande : « un vrai service de proximité »

Auguste Canier

LA COLLECTE est conduite au pas de course, sous la grisaille du centre-ville de Clamart, dans le sud du département. Ce jour-là, une vingtaine d'adresses figurent sur la feuille de route des trois employés de la Sepur, prestataire du territoire Vallée Sud - Grand Paris pour le ramassage des encombrants à la demande. Au 46 de la rue du Trosy, trois sacs de gravats, un matelas et un tapis sont à débarrasser au pied d'un immeuble.

Sur une tablette tactile, Axel, chauffeur du camion-benne, prend en photo l'emplacement de la collecte et enregistre un QR code déposé sur le tas de déchets. Aucune anomalie n'est à signaler. « Ce système, ça rassure les clients, observe le trentenaire, qui assure les tournées à la demande depuis deux ans. Dès qu'ils sont sur place, on discute avec eux pour leur confier les bons gestes. On voit encore des anomalies, mais globalement les choses se mettent bien en place. »

Lutter contre les dépôts sauvages

Depuis 2019, le service Vallée Sud Recycle remplace progressivement la collecte mensuelle des encombrants grâce à un système de prise de rendez-vous en ligne, ou par téléphone (0 800 02 92 92). Cinq communes du territoire (Fontenay-aux-Roses, Le Plessis-Robinson, Châtenay-Malabry, Antony et Clamart) ont déjà intégré le dispositif, qui a été étendu à Châtillon et Bourg-la-Reine le 1er septembre.

Objectif : offrir plus de flexibilité et une meilleure qualité de service aux riverains, mais surtout améliorer le traitement et la valorisation des déchets tout en luttant contre les dépôts sauvages. Les agents de la Sepur sont en lien direct avec les brigades environnementales des municipalités du territoire pour faire remonter les dépôts non réglementaires.

« Depuis son lancement, fin 2019, le service connaît un grand succès avec près de 56 000 rendez-vous pris, se félicite Jean-Didier Berger, président (LR, Libres !) de Vallée Sud - Grand Paris. Entre 2020 et 2023, le nombre de rendez-vous a été multiplié par huit. Avec cette collecte, les déchets sont mieux triés et adressés dans des filières spécifiques de valorisation. »

« C'est un vrai service de proximité, abonde Frédérique Leloup, superviseuse de Vallée Sud Recycle depuis 2019. Plus les gens sont responsabilisés, plus ils sont autonomes et c'est un point important dans la sensibilisation à l'environnement. Les habitants y sont attentifs. »

À Clamart, où la collecte à la demande a été pérennisée fin juin après six mois d'expérimentation, le service enregistre plus de cinquante demandes de rendez-vous par jour. En pleins travaux dans son pavillon, Xavier, croisé dans le quartier du Jardin-Parisien, se dit satisfait. « On n'a plus besoin d'attendre un mois avant que les encombrants soient ramassés, c'est pratique, témoigne-t-il. On a obtenu un rendez-vous facilement, ça fonctionne plutôt bien. »

Vallée Sud - Grand Paris défend un très faible taux d'incidents de collecte, d'environ 3 % sur l'ensemble du service, pour des rendez-vous non honorés, des dépôts placés au mauvais endroit ou un dépassement du volume autorisé (3 m³). Près du parc de la Maison-Blanche, un riverain n'a par exemple pas respecté la limite de trois sacs de gravats par rendez-vous. « On ramasse quand même à titre exceptionnel et je prendrai contact avec l'habitant pour lui rappeler les consignes », tempère Frédérique Leloup.

Tout le territoire sera collecté en 2024

Conséquence de la mise en place du nouveau système, la déchetterie mobile située près du cimetière de Clamart a fermé ses portes. « Cela aurait fait doublon », explique-t-on à Vallée Sud - Grand Paris. « C'est dommage, elle était pratique, notamment pour les habitants de la Plaine qui pouvaient facilement s'y garer. Il y avait du monde, observe Étienne, un autre habitant du Jardin-Parisien. Bien sûr, maintenant, on peut prendre rendez-vous mais est-ce que ça vaut le coup lorsqu'on n'a que quelques objets à laisser ? Ça me paraît faire cher le déplacement pour les collecteurs. » Pour bazarder sa vieille machine à laver, Étienne s'est rendu directement à la déchetterie de Meudon. À l'ancienne.

À terme, Vallée Sud Recycle doit devenir le service unique de ramassage des déchets sur le territoire. Après Châtillon et Bourg-la-Reine en septembre, il sera déployé à Montrouge, Malakoff, Sceaux et Bagneux au 1er janvier 2024, pour couvrir toute l'intercommunalité.

Axel s'attend à une rentrée soutenue après un été effectué plus en souplesse. « Ça risque d'être serré, heureusement qu'on connaît bien le secteur ! »

LP/AUGUSTE CANIER

Depuis le lancement du dispositif, 56 000 rendez-vous ont été pris.

Clamart, le 25 août. Depuis le 1er janvier, les ripeurs de la Sepur assurent deux fois par jour la collecte des encombrants sur rendez-vous.

05 - Des stages ouvriers pour se frotter au réel

SOURCE : LE MONDE

DATE DE PUBLICATION : 23/11/2023

AUTEUR : Séverin GRAVELEAU

À LA UNE

DES STAGES OUVRIERS POUR SE FROTTER AU RÉEL

Ces expériences permettent aux étudiants de se confronter à la réalité du terrain, à la pénibilité au travail et à la diversité sociale

Lorsqu'elle traverse les chics Hauts-de-Seine en transports en commun, chaque matin, avec ses chaussures de sécurité et sa tenue orange fluo de ripeuse, Sabine Sevaistre s'amuse *« du regard différent que les gens portent sur elle »*. Mais l'étudiante de 21 ans en management à l'Essec a décidé de *« jouer le jeu à fond »* pour son stage au sein de l'entreprise Sepur, spécialisée dans la collecte et le tri des déchets. Comme plus de 400 étudiants de première année dans cette grande école de commerce, elle va devoir mettre pendant quatre semaines les mains dans le cambouis lors de « l'expérience terrain », déclinaison maison des stages dits « ouvriers ».

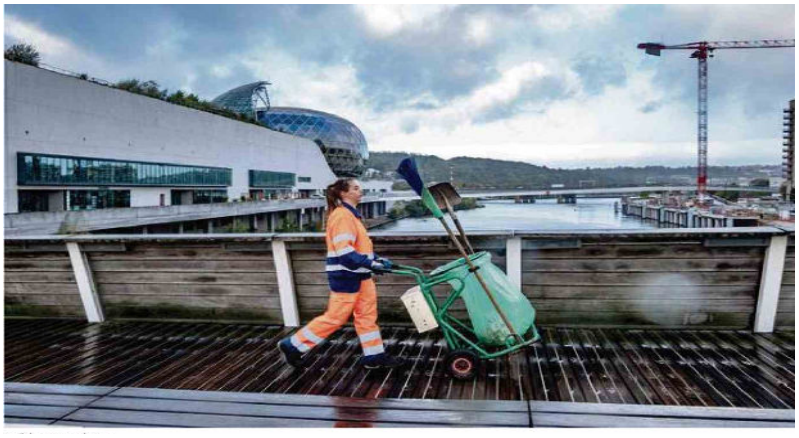
On rencontre Sabine un mercredi matin au dépôt de Bagneux, à la fin de sa tournée dans la commune de Boulogne-Billancourt, où elle est chargée, cette semaine, de vider et remplacer les poubelles municipales. La semaine précédente, elle balayait les rues, et, dans quelques jours, la collecte des encombrants n'aura plus de secret pour elle. *« Les premières journées, j'avais des courbatures partout. En prépa, on est habitués à la fatigue mentale. Là, elle est physique »*, résume l'étudiante. Lorsque des passants lui font remarquer qu'elle n'a pas le même profil que ses équipiers de collecte (en majorité des hommes, plus âgés), elle répond que *« c'est juste pour un mois, pour découvrir la réalité du terrain et la pénibilité au travail »*.

Les stages ouvriers constituent une étape quasi systématique dans les formations d'ingénieurs : ils permettent de découvrir la réalité des tâches d'exécution pour de futurs diplômés qui seront amenés à encadrer le personnel les effectuant. En revanche, ils sont plus rares dans les écoles de commerce, où l'apprentissage et la maîtrise technique de la production ne sont pas directement nécessaires.

« Une expérience physique et émotionnelle »

Une poignée de formations en management (Essec, Ieseg, certains IAE, ou encore HEC depuis cette année) en proposent néanmoins à leurs étudiants, sous des appellations et des modalités diverses. Parmi celles-ci, l'Essec fait figure de précurseure, en relançant, dès 2007, les stages, après qu'ils sont tombés en désuétude dans les années 1980 comme dans d'autres écoles. Yann Kerninon, coordinateur de l'expérience terrain à l'Essec, en rappelle les objectifs pédagogiques : *« Après les parcours brillants des étudiants en classe préparatoire, principalement construits sur la maîtrise d'enseignements théoriques, cette période de confrontation au réel, à une expérience physique et émotionnelle dès le début de la formation, bouscule les certitudes qu'ils peuvent avoir sur leurs compétences et sur ce qu'on attend d'eux. »*

Alors que les grandes écoles font régulièrement les gros titres pour leur manque de diversité sociale et territoriale, l'objectif de ce stage ouvrier est aussi de *« faire rencontrer* [aux étudiants] *des personnes d'origine sociale, géographique, scolaire et culturelle différentes »*, souligne le coordinateur. Mais aussi de les confronter au fonctionnement global d'une organisation, aux enjeux de hiérarchie, d'équipe et de management. Car *« après leur école, ces jeunes décrochent rapidement des postes d'encadrement où ils doivent prendre des décisions en ayant conscience de la réalité et des contraintes des agents »*, complète Claude Yovovi, le responsable du site Sepur de Bagneux. Outre des bras supplémentaires pour ramasser feuilles et poubelles, les étudiants comme Sabine apportent en retour *« un regard extérieur sur le fonctionnement et l'organisation de l'entreprise »*, assure le professionnel. Les entreprises participantes peuvent aussi caresser l'espoir que ces brillants étudiants se souviendront d'elles, lorsque, une fois diplômés, ils devront choisir leur employeur.



Dans les rayons d'une grande surface, au service ou à la plonge dans un fast-food, au chargement de camions pour une chaîne de distribution : une grosse moitié des étudiants de première année de l'Essec se dirige ainsi, chaque année, vers des stages ouvriers dans les milieux de l'industrie ou du service. L'autre partie des élèves se tourne vers des postes d'exécution au sein d'associations humanitaires (banque alimentaire, Emmaüs, etc.). C'est le cas de Yasmine Bayed, 20 ans, qui a demandé à passer ces quatre semaines à l'Auberge des migrants de Calais (Pas-de-Calais), association d'aide aux personnes en situation d'exil. *« Le matin, je peux me retrouver à couper des oignons avec d'autres bénévoles pour le repas du midi, pour ensuite aller aider à confectionner les caisses de colis alimentaires, puis partir à la rencontre de migrants. C'est très varié,* raconte l'étudiante. *J'apprends à travailler en équipe, à être ponctuelle, à faire preuve d'humilité et à gérer mon stress. »*

Contrairement à d'autres formations qui laissent les étudiants trouver les stages ouvriers, l'Essec a fait le choix dès le départ de prendre à sa charge la recherche de ces stages pour les élèves. Et ce, *« afin de garantir leur qualité et éviter les écueils des années 1980, où régnaient des inégalités fortes entre les élèves ayant le réseau pour dégoter un faux stage ouvrier passé à faire des photocopies dans l'entreprise familiale et les autres faisant réellement les trois-huit »,* commente Yann Kerninon.

« Avoir un management plus humain plus tard »

C'est aussi la décision qu'a prise HEC Paris en cette rentrée 2023, à l'occasion du lancement de ses « stages terrain » de trois semaines pour ses élèves de première année. *« Les étudiants peuvent avoir a priori une vision de l'entreprise comme un simple outil de gestion financière, juridique, logistique. Mais elle a d'abord ses rythmes, ses hommes et ses femmes qui se lèvent le matin, avec des contraintes physiques, qu'ils doivent aussi découvrir durant la formation »,* explique Romain Briat, directeur exécutif du centre Purpose de HEC, qui mène une réflexion sur l'évolution de la pédagogie de l'école. *« J'ai mal au dos, je me rends compte du gros rythme de travail qu'ont les employés ici. Connaître dans son corps ces conditions de travail ne peut que nous amener à avoir un management plus humain plus tard »,* veut croire Augustin Payard, étudiant de l'Essec de 20 ans, en stage ouvrier à la mise en rayon au sein d'un magasin Métro. Il y a aussi pris conscience de *« la logistique complexe pour que le produit arrive dans le chariot des clients, et de ce qu'impliquent les rapports hiérarchiques entre les employés ».*

En janvier prochain, quelque 370 étudiants de première année de HEC feront donc, pour la première fois, des stages de manutentionnaire, de magasinier, de caissier, d'agent de production, d'aide-cuisinier, d'agent d'entretien ou encore d'ouvrier agricole. Ces stages s'inscriront dans le cadre du « parcours engagement », qui prévoit aussi, en début de scolarité, un séminaire sur les enjeux sociaux et écologiques, et un engagement bénévole d'une trentaine d'heures dans une association d'intérêt général.

« Distance nécessaire »

Selon plusieurs interlocuteurs interrogés par *Le Monde*, ce lancement du stage ouvrier par HEC Paris laisse présager de leur multiplication dans les écoles de management. Alors que la concurrence règne d'un établissement à l'autre, ce type d'expérience proposée aux élèves peut, en effet, constituer un élément de distinction.

Pour la doctorante en sociologie Margaux Trarieux, qui s'apprête à publier une thèse sur la construction sociale des étudiants en école de commerce, cette évolution serait *« symboliquement intéressante »* pour des formations en management dont l'un des rôles historiques *« est justement d'apprendre aux futurs manageurs à garder une distance vis-à-vis du réel »*. Selon elle, cette mise à distance est nécessaire, car, au sein des entreprises, c'est sur ces derniers que repose la charge *« de gérer au jour le jour les contradictions entre le travail et le capital, les intérêts des exécutants et ceux des actionnaires, la croissance de la production et son impact social ou environnemental »*.

Raison pour laquelle les écoles de commerce préfèrent, par exemple, impliquer les élèves dans la gestion des associations étudiantes, plutôt que les exposer au terrain. *« Les associations permettent notamment de développer une posture ludique vis-à-vis du réel et de ses prises de décision »*, explique la chercheuse. Mais, depuis quelques années, les écoles sont sommées de répondre à leur tour aux crises sociales et écologiques et ont donc choisi de confronter réellement leurs étudiants aux enjeux de l'époque, avec ces expériences de stages ouvriers ou d'engagements humanitaires. Reste à savoir si trois ou quatre semaines de rencontre avec les problématiques de terrain, même en *« jouant le jeu à fond »*, comme le dit Sabine, seront suffisantes pour infléchir leur *« management de demain »*.

Séverin Graveleau

06 – Déchets de Val d'Europe Agglomération

SOURCE : Le Journal du Grand Paris

DATE DE PUBLICATION : 04/12/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

Déchets de Val d'Europe Agglomération

Sepur (porte à porte et points d'apport volontaire, déchets végétaux ménagers) a remporté le marché de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Val d'Europe Agglomération (77).

07 - La collecte des ordures ménagères change

SOURCE : L'Est éclair

DATE DE PUBLICATION : 21/12/2023

AUTEUR : Patrice MASSON

SEINE ET AUBE

La collecte des ordures ménagères change

La société Sepur assurera désormais la collecte des déchets ménagers et du tri sélectif.

La communauté de communes Seine et Aube informe que la société Sepur assurera les prestations de collecte des déchets ménagers et assimilés à compter du 1er janvier.

L'arrivée de ce nouveau prestataire a induit des changements dans les tournées et donc dans les jours de collecte pour certaines communes.

Ainsi la collecte sera réalisée pour les communes de :

– Fontaine-les-Grès et Mesgrigny les lundis en semaine paire.

– Champfleury, Salon les mardis en semaine paire.

– Droupt-Saint-Basle, Droupt-Sainte-Marie et Saint-Oulph les mercredis en semaine paire.

– Boulages désormais mardi en semaine impaire.

– Prémierfait, Chapelle-Vallon et Les Grandes-Chapelles les jeudis en semaine impaire.

Le calendrier 2024 sous format papier sera distribué dans les meilleurs délais avec priorité aux communes dont la tournée de collecte est modifiée.

Par ailleurs, pour les communes de Saint-Mesmin et Vallant-Saint-Georges, la tournée du lundi 1er janvier est décalée au vendredi 5 janvier.

Pour toutes questions, la communauté de communes Seine et Aube se tient à votre disposition et est joignable au 03 25 25 25 15 ou bien par mail à l'adresse : contact@comcomsa.fr.

PATRICE MASSON

08 - Déchets - Youri Ivanov PDG de Sepur acteur de la collecte et valorisation des déchets, est l'invité de RTL Bonsoir

SOURCE : RTL.fr

DATE DE PUBLICATION : 28/12/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

DÉCHETS - Youri Ivanov, PDG de Sépur, acteur de la collecte et valorisation des déchets, est l'invité de RTL Bonsoir

Des changements dans la gestion des déchets sont prévus pour les Français en 2024. Youri Ivanov, PDG de Sépur, acteur de la collecte et valorisation des déchets, répond aux questions de RTL à ce sujet. Regardez L'invité de RTL Soir du 28 décembre 2023 avec Isabelle Choquet et Vincent Derosier.

03.

AU COEUR DE NOS TERRITOIRES

01 - Dans ma ville- «Brèves de saison - Mon sapin a de l'avenir» 01/01/2023 - p.22

02 - Le journal de Saône-et-Loire - «Nouvelles règles de tri des déchets la tendance est positive» 04/02/2023 - p.23

03 - AMTODAY - «Sepur assure l'ensemble de ses services de collecte, de tri et de valorisation des déchets, partout en France» 24/03/2023 - p.24

04 - Première Heure - «Collecte/ déchets : Sepur sur tous les fronts» 28/03/2023 - p.25

05 - Le journal de Saône-et-Loire- «Ils apprennent le français et découvrent le tri sélectif» 08/04/2023 - p.26

06 - Paris Normandie - «Ateliers enfants, concerts d'Amir et Black M...Le programme des animations de l'Armada de Rouen vendredi 16» 15/06/2023 - p.27

07 - Ovillois Mag' - «Des bornes de collecte» 01/07/2023 - p.28

08 - L'Essentiel - «World cleanup day 2023» 01/09/2023 - p.29

09 - Ovillois Mag'- «Déjà 20 tonnes de déchets collectées» 01/10/2023 - p.30

10 - Vivre à Maisons-Laffitte - «Préservons notre planète et réduisons nos déchets» 01/11/2023 - p.31

11 - Le journal de Saône-et-Loire- «Vitry-sur-Loire. Une visite qui incite à mieux trier ses déchets» 18/12/2023 - p.32

01 - Brèves de saison - Mon vieux sapin a de l'avenir

SOURCE : Dans ma ville

DATE DE PUBLICATION : 01/01/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

BRÈVES DE SAISON

MON VIEUX SAPIN A DE L'AVENIR

3 semaines après avoir trôné dans nos intérieurs, nos sapins de Noël vont nous permettre d'effectuer notre premier geste écocitoyen de l'année. **En laissant votre sapin sur le trottoir pour la collecte prise en charge par Sepur pour Tri Action, votre sapin sera incinéré à Argenteuil.** La chaleur produite permettra par co-génération d'alimenter le réseau chaleur et de produire de l'éléctricité.

SOURCE : Le Journal de Saône-et-Loire
DATE DE PUBLICATION : 04/02/2023
AUTEUR : Cécile Bouretal-Constant

Nouvelles règles de tri des déchets : la tendance est positive

Au 1er janvier 2023, les consignes de tri des déchets ont évolué en Grand Charolais, avec un message clair : tous les emballages (suremballages) et les papiers se trient. Au centre de tri du Syndicat mixte d'élimination et de valorisation des ordures ménagères Charolais-Brionnais et Autunois (Smevom), à Digoin, les premiers effets se font ressentir.

Cécile BOURETAL-CONSTANT

« C'est un bon début », se réjouit Gilles Perrette, président du Syndicat mixte d'élimination et de valorisation des ordures ménagères Charolais-Brionnais et Autunois (Smevom). Quelques semaines après la mise en place des nouvelles consignes de tri des déchets, un premier comité de pilotage a eu lieu lundi 20 février, avec le délégataire (Sepur) qui a détaillé les différents tonnages entrants et caractérisations par collectivité (*).

« Pourvu que ça dure »

« On constate principalement deux choses, poursuit le président : plus de quantitatif et plus de qualitatif. » Le centre de tri, sur la zone de Ligerval à Digoin, a vu ses entrants augmenter de 9 % sur le mois de janvier, pour l'ensemble des six collectivités (+4, 5 % pour le Grand Charolais). « Les gens prennent l'habitude de mettre dans leur poubelle jaune des films plastiques, des barquettes, des pots de yaourt, des emballages qu'ils n'avaient pas l'habitude de recycler auparavant. Aujourd'hui, on voit ce type d'emballages arriver au centre de tri. […] Et on s'aperçoit dans le même temps qu'il y a, dans les tas de déchets déposés par les camions, beaucoup moins de produits négatifs pour le tri, comme les sacs gris, couvertures…, que l'on pouvait voir avant. Des effets se font ressentir, pourvu que ça dure. »

Trois employés supplémentaires

La nouvelle organisation a permis le recrutement de trois personnels supplémentaires, en cabine de tri. Et l'installation en cours d'une aspiration automatique des films plastique pour les envoyer directement dans le bac prévu à cet effet. Avec l'objectif de limiter les gestes répétitifs et soulager les personnels.

Sur le périmètre du Smevom Charolais-Brionnais et Autunois, la moyenne des recyclables collectés est de l'ordre de 50 kg/habitant/an (sans le verre). Avec l'extension des consignes de tri, l'objectif - au niveau national – est de constater une augmentation de 3 kg/habitant/an. « On sait qu'aujourd'hui, des emballages échappent à la collecte sélective, ajoute Cyril Goutorbe, directeur du Smevom. On espère un effet d'entraînement avec la simplification du geste de tri : un emballage va dans la poubelle jaune. » Et voir augmenter ainsi la valorisation du tri des déchets.

Le centre de tri de Digoin a une importante marge de manœuvre pour accueillir de nouvelles matières entrantes. À ce jour, sur un roulement par jour travaillé (6 h 30 – 14 h 30), ce centre peut traiter 6 000 tonnes entrantes par an. Par arrêté préfectoral, il peut doubler son activité. « Un mois, c'est certes un peu juste pour tirer des conclusions, conclut le directeur. Mais la tendance est positive. On va dans le bon sens. »

(*) Le Smevom couvre six communautés de communes : Grand Charolais, Grand Autunois Morvan, Entre Arroux, Loire et Somme, Brionnais Sud Bourgogne, Marcigny, Semur-en-Brionnais

Sur le périmètre du Smevom Charolais-Brionnais et Autunois, la moyenne des recyclables collectés est de l'ordre de 50 kg par habitant et par an (sans le verre). Photo JSL /Cécile CONSTANT

■

03 - Sepur assure l'ensemble de ses services de collecte, de tri et de valorisation des déchets, partout en France

SOURCE : AMTODAY

DATE DE PUBLICATION : 24/03/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

SEPUR assure l'ensemble de ses services de collecte, de tri et de valorisation de déchets, partout en France

Dans le contexte de grève que traverse le pays et particulièrement sa capitale, **Sepur** tient à préciser qu'elle assure 100% des services qui la lient aux collectivités, en matière de collecte, de tri et de valorisation de déchets, et ce à Paris, en Ile-de-France et en Province.

04 - Collecte/déchets : Sepur sur tous les fronts

SOURCE : Première Heure

DATE DE PUBLICATION : 28/03/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

Collecte / déchets: SEPUR sur tous les fronts

Dans le contexte de grève que traverse le pays et particulièrement sa capitale, SEPUR précise qu'elle assure 100% des services qui la lient aux collectivités, en matière de collecte, de tri et de valorisation de déchets, et ce à Paris, en Ile-de-France et en Province . S'agissant de Paris, Sepur continue de collecter les corbeilles de rues et le verre dans plusieurs arrondissements, ainsi que les ordures ménagères et les emballages du 13 e arr. dans le cadre de la réquisition préfectorale . En Ile-de-France, l'entreprise délivre l'ensemble de ses prestations contractuelles aux collectivités desservies dans des conditions parfois difficiles. L'opérateur dessert chaque année 10 millions d'habitants. Au cœur de son engagement pour les collectivités, les 3000 collaborateurs du groupe incarnent depuis 60 ans, une mission de service public en maitrisant tous les métiers de la chaîne du déchet : la collecte en agglomération ou en entreprise, le tri et la valorisation des biodéchets, et l'entretien des espaces urbains. En 2022, Sepur accompagne ainsi près de 300 collectivités.

SOURCE : Le Journal de Saône-et-Loire
DATE DE PUBLICATION : 08/04/2023
AUTEUR : Jean VENIANT

Ils apprennent le français et découvrent le tri sélectif

Jean VENIANT (CLP)

L'animateur permanent du CADA Yanik Martin et l'intervenant du cours de français Gérard Louveton ont organisé la visite d'un lieu qui serait le moyen le plus efficace pour donner des infos pratiques et claires : la visite du centre de tri de Digoin, « SEPUR » en groupe d'une vingtaine de personnes, ce mardi matin 4 avril. Les visiteurs ont été reçus par Julie Soulas, assistante d'exploitation. Des manipulations précises des différents déchets, des croquis au tableau, des mots anglais traduits en français permettant de se faire comprendre par un plus grand nombre, ces différents moyens ont permis ainsi la meilleure compréhension possible. Et pour marquer les esprits encore plus fortement, la visite de l'usine de traitement des déchets a suivi la partie explicative en salle de réunion.

Tous les visiteurs ont été équipés d'un audiophone, les propos clairs et fréquemment répétés par Julie Soulas, pour une meilleure compréhension du fonctionnement mécanique impressionnant de la chaîne de tri qui se termine par une intervention humaine pour rectifier les mauvais circuits et affiner le tri. Ils ont pu comprendre ainsi que le tri est important en ces temps d'économie nationale pour qu'un recyclage efficace soit possible.

Des visiteurs de 25 nationalités différentes

Mudasir, Afghan : « C'est très bien de faire cette visite, je serai très content d'aider mes compatriotes et d'autres résidents. J'ai bien compris et j'aime parler français. »

Effectivement Mudasir a fait d'énormes progrès en français depuis qu'il est en France.

Yanik Martin : « Les personnes que l'on reçoit au CADA, viennent de plus de 25 pays différents et pour beaucoup n'ont pas cette priorité de tri mais plutôt celle de survivre et de vivre au jour le jour. Il est donc nécessaire d'expliquer et de démontrer le pourquoi de nos règles européennes imposées pour qu'elles deviennent les leurs également. »

Le groupe de visiteurs du site de tri SEPUR à Digoin, équipé pour visiter l'usine accomplissant un travail impressionnant. Photo JSL /Jean VENIANT

■

SOURCE : Paris Normandie

DATE DE PUBLICATION : 15/06/2023

AUTEUR : IS-Normandie

Ateliers enfants, concerts d'Amir et Black M... Le programme des animations de l'Armada de Rouen vendredi 16

Is-Normandie

De nombreuses animations sont prévues sur les quais de l'Armada de Rouenvendredi 16 juin 2023. Demandez le programme!

Vendredi 15 juin 2023, c'est l'avant-dernier jour pour profiter de l'Armada ! En plus des visites de bateaux, voici le programme des animations, jeudi 15 juin :

Consultez l'actualité en vidéoConcerts de la Région

Vendredi soir, c'est au tour du rappeur Black M (22h05) et du chanteur Amir (19h15) d'enflammer l'esplanade Saint-Gervais, deux affiches qui devraient ramener beaucoup de monde. Le duo pop The Songwriters et la rappeuse havraise Lotti viendront compléter l'affiche de gala de la soirée.

L'Armada en Scène

Durant les 10 jours d'Armada, les troupes ayant répondu à l'appel lancé par l'écrivain Michel Bussi et sélectionnées, se produisent au pied du pont Flaubert. Aujourd'hui : de 14h à 19h, Cent'z escales, groupe de folk marine breton, habitué aux festivals, proposera une participation spéciale Armada.

Ateliers enfants

Trois ateliers enfants, gratuits, de 10 h à 19 h au pavillon des transitions. Stand d'animations autour des origines et des conséquences du plastique en mer, avec quizz-Molkky, boîtes mystères, jeu de l'oie du chemin du déchet ; ateliers autour des pollutions plastiques dans les océans et la découverte de la faune et la flore autour de la Seine ; découverte du cabinet de curiosité des océans et les secrets de la biodiversité de la Seine, suivi d'un atelier de tissage.

Initiatives positives

Le tipi des initiatives positives (quai de Boisguilbert, près de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie) accueille une journée sur la gestion innovante des déchets avec Sepur de 10h à 18h. Au programme notamment, deux tables rondes (Accélérer la transition écologique des territoires par une gestion innovante des déchets à 10h30 et Le digital au service de la gestion des déchets à 16h) des stands et ateliers de 12h30 à 15h30 et une Fresque du climat à 17h30.

Percussions à la Guinguette

Les percussionnistes de Samb'arts offrent un voyage au cœur du Samba : Batucada, Samba Reggae, Samba funk… Autant de rythmes festifs et de couleurs musicales à découvrir à 17 h, à la Guinguette, espace de la Métropole de Rouen situé près du hangar 108, rive gauche.

Conférences Haropa port

Haropa port organise des conférences sur son stand rive droite, entre les hangars D et E. À 11 h : Le dragage en question : pourquoi, comment…

Feu d'artifice

On n'oublie pas le désormais habituel feu d'artifice, tiré à 23h30, depuis la presqu'île Rollet.

NEWSLETTER ARMADAInscrivez-vous gratuitement à notre newsletter dédiée pour ne rien manquer de l'évènement en cliquant ici ■

07 - Des bornes de collecte

SOURCE : Ovillois Mag'

DATE DE PUBLICATION : 01/07/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

DÉCHETS

Des bornes de collecte

Depuis l'automne 2022, la collecte des déchets alimentaires est expérimentée à Houilles par l'agglo Saint Germain Boucles de Seine dans plusieurs villes. Neuf bornes de tri et de collecte de déchets alimentaires ont ainsi été implantées dans les quartiers du centre-ville et de la gare. Ces bornes collectent vos déchets alimentaires et les transforment en ressources : compost ou énergie ! Si vous n'avez pas encore votre kit gratuit (bio seau, sac en papier kraft et guide de tri des déchets alimentaires), venez le récupérer sur le stand de la société SEPUR au marché du centre-ville, sous la halle, samedi 8 juillet et samedi 2 septembre.

Et n'oubliez pas que la collecte des déchets végétaux s'interrompra cet été du 1er au 20 août.

08 - World cleanup day

SOURCE : L'Essentiel

DATE DE PUBLICATION : 01/09/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

ENVIRONNEMENT

WORLD CLEANUP DAY 2023

Samedi 16 septembre prochain, venez participer à la journée mondiale du nettoyage de la planète. Lors de l'édition 2022, vous étiez 115 à vous mobiliser lors cette action citoyenne éco-responsable en collectant 318 kilos de déchets. En comptant sur l'engagement de divers acteurs locaux, nous pouvons anticiper une participation encore plus massive cette année !

- **En partenariat avec SQY, Le SIDOMPE, Plaisir en Transition, le Conseil de quartier du Valibout, les Résidants du Valibout, Africa Plaisir, l'ARGPP, Decathlon, Sepur, le Café des femmes, Aushopping Grand Plaisir, Association Lanaya et les Scouts Guides de France.**
- **Le samedi 16 septembre de 10h à 12h - 3 départs :**

Maisons des familles La Mosaïque 98 av. F. Mitterrand
Salle Jean Moulin 2518 rue J. Régnier
Parking de Decathlon 70 rue H. Barbusse
Gratuit - Inscription recommandée sur ville-plaisir.fr

09 – Déjà 20 tonnes de biodéchets collectées !

SOURCE : Ovillois Mag'

DATE DE PUBLICATION : 01/10/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

ENVIRONNEMENT

Déjà 20 tonnes de biodéchets collectées !

D'octobre 2022 à fin juillet 2023, plus de 20 tonnes de biodéchets ont été collectées à Houilles puis transférées dans l'unité de micro-méthanisation de SEPUR dans le cadre d'une expérimentation avec l'agglo Saint Germain Boucles de Seine. 800 personnes utilisent déjà ce service qui s'appuie sur 12 bornes de collecte installées en ville. Pour y participer, venez retirer votre kit gratuit (bio seau, sac en papier kraft et guide de tri des déchets alimentaires) sur le stand de la société SEPUR au marché du centre-ville, sous la halle, les samedis 7 et 21 octobre et 18 novembre.

10 - Préservons notre planète et réduisons nos déchets

SOURCE : Vivre à Maisons-Laffitte

DATE DE PUBLICATION : 01/11/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

LA VILLE EN ACTION

Préservons notre planète et réduisons nos déchets

JOURNÉE RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE
SAMEDI 18 NOVEMBRE DE 10H À 17H

Dans le cadre de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets et en partenariat avec la Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine (CASGBS), la Ville ainsi que plusieurs associations et éco-organismes vous attendent nombreux, place du Maréchal Juin, autour d'animations et ateliers sur la gestion des déchets et leur recyclage.

Pour contribuer à la réduction des déchets qui s'élèvent à 1 kg d'ordures ménagères par jour et par personne, profitez de cette journée pour **rapporter vos produits toxiques ou faire réparer vos appareils hors d'usage.** Les divers stands vous encourageront à **adopter un mode de consommation plus écologique et solidaire** ainsi que les bons gestes éco-responsables.

Les animations et ateliers

- **La collecte des déchets toxiques** s'effectuera place du Maréchal Juin au lieu de la place de l'Église Saint-Nicolas. Les produits de bricolage, de peintures, d'huiles usagées, de traitements insecticides ou herbicides et ampoules nouvelle génération seront repris par ***ECOLOGIC*** et ***SEPUR,*** prestataires de la CASGBS.
- Ne mettez plus au rebut **vos petits appareils électriques et électroniques** (DEEE) mais déposez-les à l'éco-organisme ***ECOLOGIC.*** Ce dernier récupérera et réutilisera les matières non-renouvelables et vous proposera de réparer certains de vos appareils en panne afin qu'ils retrouvent une nouvelle vie.
- Ramenez **vos anciennes lunettes à l'association du *Lions Club* ;** elles auront ainsi une seconde vie dans l'un des cinquante pays où l'association les redistribue aux plus défavorisés. L'association récupérera également les jouets et jeux.

- Saviez-vous que **vos vêtements, chaussures et autres textiles peuvent être réemployés ou recyclés sous formes diverses** (isolant, chiffons etc.) auprès d'***Ecotextile.*** Mettez-les dans des sacs de 30 l maximum, donnez des vêtements propres et attachez les chaussures par paires.
- Troc'Livres animé par **Maisons-Laffitte Développement durable** (MLDD) vous permettra de donner mais également de repartir avec de nouveaux ouvrages.
- À quelques semaines de Noël, pensez à trier vos jouets et déposez-les au stand du ***SITRU*** en partenariat avec ***Ecosystem*** et ***Ecomaison.*** Les jouets donnés seront ensuite rénovés si besoin et remis en rayon pour quelques euros ou offerts à des familles en situation difficile. Les jouets non réemployables devront, quant à eux, rejoindre les filières de recyclage.

COMMENT BIEN TRIER AVEC L'AGGLO

La CASGBS sera présente pour vous sensibiliser sur la prévention, le tri des déchets et la démarche Zéro déchet invitant à refuser, recycler, réduire, réutiliser et rendre à la terre (composter) ceux-ci.

Plus d'informations sur www.casgbs.fr Saint Germain boucles de seine

> « Trier et recycler prépare le monde de demain »

Magali NICOLLE

Conseillère municipale déléguée à la Transition écologique

SOURCE : Le Journal de Saône-et-Loire
DATE DE PUBLICATION : 18/12/2023
AUTEUR : Auteur non renseigné

Une visite qui incite à mieux trier ses déchets

Sous l'égide de l'association Ensembl@vitry, une vingtaine de personnes a visité dernièrement le centre de tri Sepur du syndicat mixte d'élimination et de valorisation des ordures ménagères du Charolais-Brionnais-Autunois à Digoin. Les visiteurs ont été reçus par Julie Soulas, assistante d'exploitation. Une partie explicative leur a été faite en salle de réunion avant la visite du centre de traitement des déchets. Chacun a pu se rendre compte du travail effectué par le personnel ainsi que les manipulations pour le tri des différents déchets, jusqu'au conditionnement pour le recyclage des matières premières et de leur transfert vers des filières adaptées aux besoins. Ensuite, Joanny Lapray, maître composteur, a apporté des conseils afin de réussir au mieux son compost.

Démonstration du maître composteur Joanny Lapray. Photo Jacqueline Lepron

■

04.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET MOBILITÉ

01 - Presse agence - «Décarbonisation: 18 camions électriques pour la collecte des déchets dans le 13e arrondissement» 13/02/2023 - p.36

02 - Construction Cayola - «Vers la batterie... et au-delà ?» 28/02/2023 - p.37

03 - Le Courrier Cauchois «Un camion benne électrique pour les déchets de 64 communes» 28/04/2023 - p.41

04 - L'écho du Thelle- «De nouveaux camions de ramassage des ordures qui roulent au biocarburant» 03/05/2023 - p.42

05 - France bleu Paris matin 17/05/2023 - p.43

06 - Actu.fr - «Bessancourt. Une nouvelle flotte de véhicules moins polluants à la décheterie Tri-Action» 19/05/2023 - p44

07 - L'écho Républicain - «Une nouvelle flotte au biocarburant pour la collecte des ordures ménagères» 02/06/2023 - p.47

08 - La Gazette - «Renault Trucks, en route vers la décarbonation» 05/12/2023 - p.48

01 - Décarbonisation : 18 camions électriques pour la collecte des déchets dans le 13e arrondissement

SOURCE : Presse agence

DATE DE PUBLICATION : 13/02/2023

AUTEUR : Floriane

Décarbonation. 18 camions électriques pour la collecte des déchets dans le 13ème arrondissement de Paris

Afin de répondre aux objectifs de réduction de l'empreinte carbone, les déchets des habitants du 13e arrondissement de Paris sont désormais collectés par des bennes à ordures ménagères de la société Sépur, 100% électriques., Désormais, 18 Renault Trucks E-Tech D Wide assurent une centaine de collectes par semaine, ce qui équivaut à 21 tonnes d'émissions de CO2 évitées par semaine par rapport à des collectes effectuées par des véhicules fonctionnant au gaz naturel. *« C'est dans notre ADN d'offrir la mobilité la plus durable possible aux collectivités. Depuis 2014, nous transformons notre flotte pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Nous nous sommes fixé l'objectif de supprimer les véhicules roulant au diesel sur l'ensemble de nos collectes, d'ici 2025 »*, déclare Youri Ivanov, président de Sepur. ***JPG***

Photo ©Renault Trucks

02 - Vers la batterie ... et au delà ?

SOURCE : Construction Cayola

DATE DE PUBLICATION : 28/02/2023

AUTEUR : Benoît CREPIN

Vers la batterie… et au-delà ?

À la une

›

ENVIRONNEMENT

Par Benoît Crépin. Publié le 28 février 2023.

Renault Trucks a annoncé en novembre dernier la commande de 73 camions électriques destinés au nettoyage et à la collecte de déchets à Barcelone.

Porté par un mouvement global de décarbonation du secteur des transports, le marché des bennes à ordures ménagères se tourne progressivement - outre le gaz et les biocarburants - vers l'électrique à batteries. Une tendance de fond à laquelle s'ajoute une perspective encore incertaine : celle de la montée en puissance du marché des BOM à hydrogène.

Le compte à rebours est lancé. À partir de 2035, voitures et autres utilitaires légers vendus en Europe ne pourront plus sortir d'usine équipés d'un moteur thermique. Et s'ils ne sont pour l'heure pas directement concernés, les poids-lourds pourraient à terme suivre le même chemin. « Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE et atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050, la flotte de poids-lourds doit être entièrement décarbonée », plaide en effet la Fédération européenne pour le transport et l'environnement (Transport & Environment, T&E).

Dans une publication datée de septembre 2022, l'association paneuropéenne appelle ainsi à la fin des ventes des camions à moteur thermique d'ici à 2035. Une échéance repoussée à 2040 pour les poids-lourds à usage spécifique, tels que les bennes à ordures ménagères (BOM). « Pour [ce type de camion], un premier objectif de 15 % de véhicules zéro-émission devrait être fixé à 2027. Les objectifs suivants devraient être fixés à 30 % en 2030, 80 % en 2035 […] et la cible des 100 % devrait être visée pour 2040 », précise T&E.

Fabricants de camions-porteurs et carrossiers avancent ainsi main dans la main pour mettre sur le marché des bennes de collecte de plus en plus propres.

Du GNV à l'hybride diesel

« Nous avons développé avec Scania les premiers camions BOM GNV », se remémore Christophe Bigre, directeur commercial de Manjot Environnement, filiale du leader français des solutions de collecte et de nettoiement Semat, installée à Vénissieux et spécialisée dans le matériel de collecte par grue sur les points d'apport volontaire.

Partenaires depuis une douzaine d'années, les deux acteurs ont franchi une étape supplémentaire en dévoilant - en juin 2022 - lors de l'IFAT Munich - un camion porteur grue en version hybride rechargeable (PHEV). Une première en France. « [Ce véhicule de collecte] dispose d'une vignette Crit'Air 1 qui lui permet d'évoluer sans restriction dans les ZFEm. Il peut être utilisé en 100 % électrique dans certaines zones sensibles, tout en conservant l'autonomie d'un diesel », explique Pascal Crestin, chef de produit électrique chez Scania France. Dotée de trois batteries d'une capacité de 90 kWh, cette version PHEV du Scania P 360 B6x2*4NA bénéficie d'une autonomie pouvant atteindre les 60 kilomètres en mode 100 % électrique. « La grue elle-même est capable de fonctionner en mode 100 % électrique, ce qui permet de limiter le bruit pour les riverains tout en restant totalement neutre en termes d'émissions de CO_2 », précise Scania France dans un communiqué.

En cas de besoin, la motorisation thermique de 360 chevaux peut également entrer en action. Fonctionnant au gazole B7, le moteur à combustion interne peut aussi être alimenté par du biodiesel (B100) et du gazole de synthèse (HVO). Des carburants plus vertueux dont la consommation est, en outre, limitée grâce à l'hybridation : « Le PHEV permet de diminuer sensiblement la consommation. Ce sont en effet les démarrages à pleine charge qui consomment le plus et une BOM doit en faire beaucoup en usage urbain. Sur un véhicule hybride, le moteur électrique vient se coupler au moteur thermique au démarrage. La consommation de gazole baisse [ainsi] jusqu'à 40 % », assure Pascal Crestin.
Bénéficiant également des dernières technologies en matière de collecte - un nouveau caisson compacteur ainsi que du modèle de grue le plus récent développé par Manjot -, le véhicule fait véritablement figure de vitrine pour la filiale de Semat et son partenaire Scania ; qui ne compte d'ailleurs pas s'arrêter là.

Après avoir investi 10 millions d'euros en 2018 dans la gigafactory de batteries développée par Northvolt, le constructeur suédois mise en effet, au-delà de l'hybride, sur

les véhicules 100 % électriques ; y compris pour ses camions carrossés en BOM. Scania a ainsi annoncé en mars dernier avoir reçu la commande de pas moins de 72 bennes de collecte à batteries par l'entreprise publique danoise ARC, en charge de la gestion des déchets dans la capitale du pays. « Les deux premiers camions de la série L entièrement électriques ont été livrés en décembre 2021.
Le reste de la flotte sera livré courant 2022 et au cours du premier semestre 2023 », dévoilait ainsi le constructeur dans un communiqué publié en mars dernier. Un beau succès que Scania semble avoir l'ambition de reproduire sur d'autres marchés, dont la France. En témoigne la grande opération « e-mobilité » organisée par la filiale française du constructeur en octobre dernier pour présenter à ses clients ses solutions vertueuses ; notamment 100 % électriques. Le marché hexagonal de la BOM à batteries reste toutefois, pour l'heure, trusté par un autre acteur : Renault Trucks.

Renault Trucks, maître incontesté du marché de la BOM 100 % électrique

Représentant à lui seul plus de 90 % des ventes de camions électriques à batteries en France, Renault Trucks fait également figure de leader historique sur le créneau de la benne à ordure ménagère avec plus de 71 % de parts de marché. « Nous proposons un produit 100 % adapté au marché français, qui a été développé de très longue date aux côtés de nos partenaires carrossiers, et reconnu pour sa fiabilité. Cela a été la base de notre développement vers le véhicule de collecte électrique », explique Grégory Ivanchak, responsable commercial grands comptes chez Renault Trucks France.

Outre sa position de leader, le constructeur français s'est ainsi également imposé en tant que précurseur en livrant il y a plus de trois ans à la Métropole de Lyon la toute première BOM 100 % électrique, basée sur un châssis D Wide Z.E. de présérie, carrossé par Faun Environnement. Un modèle pionnier suivi d'une production de série dont le succès ne se dément pas. Outre l'annonce en novembre dernier de la commande de 73 camions électriques destinés au nettoyage et à la collecte de déchets à Barcelone, l'un des derniers exemples en date au niveau hexagonal est ainsi celui de Sepur , qui a mis en service en septembre dernier pas moins de 18 BOM 100 % électriques basées sur le modèle E-Tech D Wide de Renault Trucks et carrossées par Semat.

« Nous avons frappé fort avec ce modèle qu'est le D 26 Wide E-Tech. Il se révèle particulièrement adapté à la collecte d'ordures ménagères pour plusieurs raisons. La première est qu'il dispose d'une charge utile quasiment équivalente à son équivalent thermique. Son autonomie est elle aussi parfaitement adaptée : avec 80 km, cela permet d'assurer environ 7h de collecte », fait valoir Grégory Ivanchak.

S'ajoute à cela l'empattement de 3900 mm du modèle électrique, très proche de celui d'un véhicule thermique. « La prise de mouvement permet aussi au D Wide E-Tech d'être carrossable avec la même aisance que les modèles thermiques par toutes les entreprises que l'on connait en France ; Semat, Faun ou encore Terberg », ajoute Grégory Ivanchak.
C'est ainsi tout naturellement que le leader de la gestion des déchets Sepur s'est laissé

séduire par ce modèle pour assurer la collecte dans le XIIIe arrondissement de Paris.

Renault D Wide E-Tech : un choix naturel pour Sepur

« Nous entretenons des liens forts avec Renault depuis très longtemps. Nous avons par ailleurs entamé en 2014 une démarche de verdissement de notre flotte, dans laquelle Renault nous accompagne très étroitement, que ce soit sur le GNV, les biocarburants, mais aussi désormais sur l'électrique », explique Philippe Crassous, directeur matériel et achat chez Sepur , qui vise le zéro gazole à l'horizon 2025 et un renouvellement progressif de son parc avec des véhicules dotés uniquement de motorisations propres. Cette flotte de 18 D Wide E-Tech va ainsi permettre d'assurer une centaine de collectes par semaine auprès des quelque 180 000 habitants du XIIIe arrondissement parisien.
« Ce qui équivaut à 21 tonnes d'émissions de CO_2 évitées par rapport à des collectes qui auraient été effectuées par motorisation GNV », avancent ainsi dans un communiqué commun Sepur et Renault Trucks.
« Notre objectif était d'accompagner la ville de Paris, un partenaire de longue date, au-delà de ses attentes, en lui offrant une solution 100 % décarbonée, mais également zéro nuisances », ajoute Philippe Crassous. L'absence de nuisances sonores est en effet un autre atout de taille des BOM à batteries, apprécié tant par les riverains que par les chauffeurs et rippeurs.
Après ce premier déploiement d'envergure d'une flotte électrique, Sepur espère ainsi pouvoir faire de même dans d'autres zones de collecte, comme le dévoile son directeur matériel et achat Philippe Crassous : « Nous avons réalisé une phase d'étude du véhicule électrique en amont de son utilisation à Paris ; et ce dans différents environnements, afin de nous assurer que ce déploiement soit duplicable dans d'autres territoires ruraux ou de banlieue parisienne ».

Une perspective déjà concrétisée, puisque ce ne sont pas moins de vingt nouveaux véhicules électriques que Sepur a commandés pour assurer la collecte sur deux autres territoires d'Ile-de-France. « Ils sont en cours de carrossage, et même pour certains déjà en cours d'immatriculation. Les livraisons vont s'étaler de décembre 2022 à mars 2023 », dévoile Philippe Crassous. Fin mars, Sepur disposera ainsi d'une cinquantaine de BOM électriques, soit près de 5 % de son parc. [...].

03 – Un camion de benne électrique pour les déchets de 64 communes

SOURCE : Le Courrier Cauchois

DATE DE PUBLICATION : 28/04/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

Un camion benne électrique pour les déchets de 64 communes

Inter-Caux-Vexin

La société SEPUR, en charge de la collecte des déchets ménagers et recyclables sur les 64 communes Inter-Caux-Vexin, engage une stratégie en faveur d'une mobilité plus verte avec un objectif : zéro gazole en 2025.

Pour ce faire, la société a pu tester un camion benne à ordures ménagères 100 % électrique Renault Trucks pendant 2 jours sur les communes de Montville et Saint Jean du Cardonnay. "*Les camions de collecte de SEPUR roulent déjà aux biocarburants et seront progressivement propulsés avec des énergies propres. SEPUR propose à ses clients de tester l'utilisation de camions bennes 100 % électrique dans les zones les plus denses de leur territoire. Le but : offrir une collecte durable - réduisant considérablement les émissions de CO2 - silencieuse et plus respectueuse de l'environnement. Cette démarche de collecte durable fait également écho au Plan Climat Air Énergie Territorial, en cours de consultation publique sur Inter Caux Vexin*", indique la communauté de communes Inter-Caux-Vexin.

Un camion benne électrique a été testé sur deux communes, Montville et Saint-Jean-du-Cardonnay

04 - De nouveaux camions de ramassage des ordures qui roulent au biocarburant

SOURCE : L'Echo du Thelle

DATE DE PUBLICATION : 03/05/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

De nouveaux camions de ramassage des ordures qui roulent au biocarburant

AUTOUR DE CHAMBLY

La communauté de communes Thelloise informe que Sepur vient de mettre en service ses premiers camions de collectes des ordures le 25 avril. Respectueux de l'environnement, ils roulent au biocarburant Oleo 100 à base de colza. Modernisés, ils disposent de lumières latérales, d'une caméra à 360°, d'un interphone entre le chauffeur et les ripeurs, du soulèvement automatique des bacs et de la transmission d'information instantanée par tablette. (Image d'illustration)

05 - France bleu Paris matin

SOURCE : France Bleu

DATE DE PUBLICATION : 17/05/2023

AUTEUR : Romain AMBRO

07:15:12 Invité : Jean-Charles Rambour, président du Syndicat Tri-Action. Il parler de la gestion des déchets en Île-de-France, plus particulièrement dans l' Oise. Dans cette action, il est accompagné par SEPUR. Le syndicat Tri-Action renouvelle sa flotte de camions de collecte dans le but de décarboner au maximum. Les nouveaux camions fonctionnent au gaz naturel de ville (GNV) d' origine bio, ce qui permet de réduire les émissions de carbone et de particules fines. Selon l'ADEME, on est à 95% de particules fines en moins. L'alerte est faite par Airparif. Le syndicat a également installé des bornes de recharge pour les véhicules GNV à la déchetterie de Bessancourt. En termes d'énergie, des panneaux photovoltaïques ont été installés sur les toits de la déchetterie, fournissant 50% de la consommation quotidienne. Pour aller plus loin, Jean-Charles Rambour estime qu'il faut rapprocher les services de collecte et de traitement des déchets des habitants, encourager le tri et réduire les déchets. L'accompagnement des habitants, notamment dans les habitations verticales, est crucial pour améliorer le tri. Le syndicat travaille avec des gardiens de résidences et des gestionnaires de déchets pour sensibiliser et former les habitants. L'objectif est de fournir des solutions adaptées tout en tenant compte des contraintes financières. Le président du syndicat Tri-Action souligne l'importance de la responsabilité financière des collectivités locales dans cette démarche.

06 - Bessancourt. Une nouvelle flotte de véhicules moins polluants à la déchèterie Tri-Action

SOURCE : Actu.fr

DATE DE PUBLICATION : 19/05/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

Bessancourt. Une nouvelle flotte de véhicules moins polluants à la déchèterie Tri-Action

Une flotte de véhicules flambant neuf, plus propres, moins bruyants. Le syndicat Tri Action, chargé des déchets de 121 061 habitants de neuf communes (*) a acquis, avec son partenaire Sepur, vingt-deux camions-bennes roulant au **bio-Gnv**, un gaz naturel.

Transition écologique

Alors que le Gnv (gaz naturel de ville, celui utilisé pour se chauffer ou cuisiner) provient de sources fossiles, ce bio-Gnv, d'origine française, est obtenu par la méthanisation de déchets organiques divers et parfois combinés (ordures ménagères, boues des stations d'épuration, produits agricoles et tontes des espaces verts, résidus de l'industrie agroalimentaire ou de la restauration collective, etc.)

Une façon pour le syndicat intercommunal « d'accélérer la transition écologique du Val-d'Oise » en investissant dans des véhicules moins polluants que ceux roulant avec des carburants traditionnels (diesel et essence).

Constitué à 97% de méthane, le bio-Gnv permet d'éviter 80% d'émission de CO2 par rapport au diesel et 95% de particules fines (Ademe).

> « En plus de son respect pour l'environnement, le Gnv a la particularité de n'émettre ni odeur ni fumée et de faire deux fois moins de bruit que les véhicules diesel. Il est donc particulièrement adapté à la collecte des déchets en centre-ville, en soirée ou tôt le matin ».
>
> **le syndicat Tri-Action.**

Recharge en 10 minutes

Grâce à la station Gnv construite sur place, chaque camion est donc rechargé en une dizaine de minutes, lui garantissant 500 km d'autonomie. Le syndicat s'approvisionne auprès d'Engie, qui a réalisé la station et en assure la maintenance. La forme gazeuse du carburant offre aussi l'avantage de réduire considérablement le risque de vol, précise encore « Il s'agit de la première station Gnv déployée dans le département du Val-d'Oise. Même si elle est privée, c'est quand même une grande première », a souligné, lors de l'inauguration, mercredi 10 mai, le Pdg de Sepur, Youri Ivanov, qui ambitionne, dans le cadre « de la continuité de la politique de décarbonation de ses matériels de collecte, initiée dès 2014 », de parvenir au « zéro carburant fossile à l'horizon 2025 ».

> « À ce jour, nous disposons déjà de plus de 70% de notre flotte de matériels qui est décarbonée soit 1 450 véhicules de tous types, fonctionnant au bio-Gnv, à l'électricité, mais aussi au B100, un carburant bio alternatif. »
>
> **Youri Ivanov, Pdg de Sepur.**

> « La nécessité de modifier nos pratiques pour limiter notre impact sur l'environnement est une préoccupation constante de notre syndicat. Nous voulons réaliser notre mission de service public de la manière la plus durable possible ».
>
> **Jean-Charles Rambour, président de Tri Action et adjoint au maire d'Herblay.**

La déchèterie s'est ainsi également dotée d'une couverture de panneaux photovoltaïques qui assure l'essentiel de ses besoins électriques et de nouveaux luminaires LED.

L'investissement pour Tri Action et Sepur est de 5,3 millions d'euros (4 millions d'€ pour la flotte de véhicules et 1,3 million pour la station).

« Une fois les coûts d'installation amortis, ces investissements permettront aux collectivités de limiter les factures de carburants pour la circulation des camions de collecte et ce, en dépit de la hausse actuelle du prix du gaz ».

70 000 entrées par an à la déchèterie

Forte de treize quais de chargement, deux ponts de bascules et d'un local dédié aux dons ou réemploi (vaisselle, mobilier, livres, jouets, électroménager etc.) fonctionnant avec les associations locales (Awa Bâ, Société Saint-Vincent-de-Paul, Secours Populaire Français), la déchèterie de Tri Action, construite en 1986 et reconstruite en 2003-2004, comptabilise 70 000 entrées par an.

SOURCE : L'Echo Républicain

DATE DE PUBLICATION : 02/06/2023

AUTEUR : Auteur non renseigné

Châteaudun : une nouvelle flotte au biocarburant pour la collecte des ordures ménagères

Sur le secteur dunois, la collecte des ordures ménagères se fait désormais avec des véhicules plus verts, qui permettent de réduire l'empreinte CO2 et les coûts. La société Sepur, qui travaille pour le SICTOM, a injecté 1, 6 million d'euros dans cette opération.

La société Sepur, avec laquelle le SICTOM de la région de Châteaudun a signé un contrat de collecte en 2015, vient de renouveler l'intégralité de sa flotte dunoise. Les huit camions tournent désormais au biocarburant, d'où l'installation sur le site de la route de Sancheville d'une cuve Oléo100 de 20 m3, inaugurée mercredi midi.

Pour verdir ses véhicules de Châteaudun, Sepur a injecté 1, 6 million d'euros.

Cette nouvelle station de chargement en biocarburant est la trentième unité mise en service par l'entreprise, qui s'est investie dans la transition énergétique. « 70 % de notre parc tournent au biocarburant ou à l'électrique », indique le président Youri Yvanov. « Le biocarburant, explique-t-il, permet une réduction massive de l'empreinte CO2. Sur nos trente stations, la diminution s'établit à 60 % par rapport à l'utilisation du gazole classique ».

Qui est Alicia Lochon, rosière 2023 du quartier Saint-Jean, à Châteaudun ?

« Le biocarburant, explique-t-il, permet une réduction massive de l'empreinte CO2. Sur nos trente stations, la diminution s'établit à 60 % par rapport à l'utilisation du gazole classique ».

Le biocarburant, distribué par la société Saipol, est « 100 % végétal (colza) et 100 % français », précise Alice Cosnard, responsable commerciale chez Oléo100. « Nous avons 50. 000 agriculteurs derrière nous », ajoute-t-elle.

Sepur s'est lancé l'objectif de décarboner l'intégralité de sa flotte d'ici à 2025. Sepur s'est lancé l'objectif de décarboner l'intégralité de sa flotte d'ici à 2025. « Nous suivons notre feuille de route », affirme Youri Yvanov, pleinement satisfait de proposer, avec le concours des collaborateurs, « un service de qualité » sur le secteur de collecte de Châteaudun.

Frédrik Rabesahala, nouveau directeur de l'école de musique du Grand Châteaudun, est chanteur et musicien

En changeant toute sa flotte, Sepur répond aux attentes du SICTOM. Le président Jean-Yves Deballon rappelle que deux conditions avaient été émises lors de la signature du contrat en 2015. « Que la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) reste la moins prégnante possible, et ce n'est pas toujours simple, et que la société trouve, à terme, un moyen de collecte intéressant pour les administrés ».

Initialement, la piste du biogaz avait été exploitée, or, elle avait un inconvénient majeur, selon l'ancien maire de Douy (Cloyes-les-Trois-Rivières). « C'est extrêmement compliqué d'avoir des camions au gaz, car cela veut dire qu'il faut renforcer les châssis et le temps de latence avant la livraison est énorme ».

Le changement de direction vers le biocarburant a été opéré au sortir de la crise sanitaire lorsque les coûts énergétiques ont explosé. Dès l'été dernier, les nouveaux camions ont pu être livrés à Châteaudun.

Maintenant, pour le SICTOM, il reste à gérer le "tout plastique". « On souhaite inverser la plupart de nos collectes, rappelle Jean-Yves Deballon. Cela mérite un accord de la préfecture et je ne doute pas qu'on l'aura ».

Le syndicat devra aussi envisager une collecte de biodéchets, « ce qui pourrait faire évoluer quelque peu la TEOM ». ■

SOURCE : La Gazette
DATE DE PUBLICATION : 05/12/2023
AUTEUR : Auteur non renseigné

Renault Trucks, en route vers la décarbonation

D.R.

La lutte contre le réchauffement climatique est devenue un véritable impératif auquel aucun secteur de l'économie ne peut désormais échapper. Chaque domaine s'engage de façon déterminée vers une indispensable transition en réduisant progressivement l'utilisation d'énergies fossiles. C'est notamment l'engagement pris par Renault Trucks depuis plus de dix ans, qui vise dès 2030 la commercialisation de 50 % de camions électriques et de 100 % de véhicules sans énergie fossile à l'horizon 2040. Un véritable challenge !

L'Accord de Paris conclu en 2015 prévoit de limiter le réchauffement à +2 °C d'ici à la fin du siècle et dans la mesure du possible de tendre vers un réchauffement contenu aux alentours de +1,5 °C. C'est dans ce cadre qu'en 2019 les États membres de l'Union européenne et le Parlement fixaient pour la première fois des objectifs de réduction des émissions de CO_2 aux constructeurs de véhicules poids lourds : – 15 % en 2025 et – 30 % en 2030 pour atteindre une neutralité carbone d'ici à 2050. Des taux de décarbonation imposés aux constructeurs que, début 2023, la Commission européenne souhaitait revoir à la hausse pour atteindre 45 % de réduction des émissions à partir de 2030.

Renault Trucks un acteur engagé vers la décarbonation

Pour parvenir à la neutralité carbone de ses véhicules du réservoir à la roue dès 2040, Renault Trucks s'engage à ne plus commercialiser, à cette date, de camions 100 % à énergies fossiles. La stratégie de décarbonation du constructeur français repose sur trois piliers : l'électromobilité, l'efficacité énergétique de ses véhicules thermiques en amélioration constante et l'économie circulaire.

En France, la technologie électrique est la solution la plus décarbonante : la réduction des émissions de CO2 est de plus de 80 % sur un cycle de vie complet d'un véhicule (incluant le recyclage des batteries). Elle est également la plus efficace contre la pollution de l'air et contre la pollution sonore.

Aujourd'hui déjà, Renault Trucks propose toute une gamme de véhicules professionnels 100 % électriques, du vélo-cargo de 650 kilos au tracteur de 44 tonnes, en passant par la benne à ordures ménagères (BOM) électrique qui, depuis son lancement en 2020, connaît un incontestable succès. Plus de 300 bennes à ordures ménagères électriques ont déjà été commandées en France

et ont parcouru l'équivalent de 700 000 km (chiffres d'août 2023). Ce sont ainsi 25 collectivités qui ont déjà pris le virage de l'électrique pour leur collecte de déchets et 25 collectivités supplémentaires à venir en 2024.

Renault Trucks leader de la BOM électrique en France

Les bennes à ordures ménagères électriques Renault Trucks représentent aujourd'hui 97 % de parts de marché sur ce segment et le constructeur français ambitionne de conserver cette position au cours des prochaines années. Le Grand Lyon, Marseille, Toulouse Métropole, Strasbourg Eurométropole et le 13e

arrondissement de Paris mais aussi le Syndicat de collecte et tri des déchets du Sud Vendée (Sycodem) ou la communauté d'agglomération du Muretain Agglo en Haute-Garonne ont déjà fait le choix de s'équiper de BOM électriques Renault Trucks. Et la liste s'allonge quotidiennement. « *Depuis septembre 2022, les déchets des 180 000 habitants du 13e arrondissement de Paris sont collectés par des camions bennes 100 % électriques »,* explique Philippe Crassous, directeur du matériel de Sepur, l'opérateur de Paris 13e.

La mise en circulation des BOM apporte une amélioration spectaculaire en matière de qualité de vie et de santé publique pour les habitants des villes concernées. La réduction de bruit émis à l'extérieur du véhicule et à l'intérieur de la cabine est de l'ordre de 85 %. « *Ce véhicule évolue dans des zones pavillonnaires, où les tournées démarrent très tôt le matin et les riverains apprécient le silence que procure la benne lors de la collecte de leurs déchets* », confie Jérôme Bouteloup, vice-président du Muretain Agglo délégué à la gestion et la valorisation des déchets. Cette communauté d'agglomération regroupe 26 communes pour certaines rurales et d'autres urbaines. Même son de cloche pour les professionnels de la collecte des déchets, qu'ils soient ripeurs ou conducteurs de camion-benne. Unanimes, ils soulignent le confort de conduite et l'absence de vibration.

Côté réduction des émissions de gaz à effet de serre, « *les 18 Renault Trucks E-Tech D Wide assurent une centaine de collectes par semaine, ce qui équivaut à 21 tonnes d'émissions de CO_2 évitées par rapport à des collectes effectuées par des véhicules équivalents fonctionnant au gaz naturel* » se félicite Philippe Crassous qui gère désormais un parc de 80 BOM 100 % électriques en Ile-de-France. Ainsi avec la mise en place des Zones à Faibles Émissions (ZFE), le sujet de la collecte des ordures ménagères est-il devenu un véritable enjeu pour les collectivités ?

Les BOM 100 % électriques sont-elles uniquement réservées aux agglos qui établissent des ZFE ? Absolument pas si l'on en croit Jérôme Bouteloup. « *En tant que collectivité territoriale en lien direct avec le service de l'État, consciente des mesures en vigueur liées aux véhicules sur les réductions des émissions polluantes, nous nous devions de participer à cet effort. L'impact est d'autant plus fort que le Muretain Agglo ne fait pas partie d'une ZFE* », souligne l'élu, fier de la démarche volontariste de sa collectivité.

Un accompagnement des collectivités à 360°

Les équipes de Renault Trucks se tiennent aux côtés des collectivités locales qui souhaitent rapidement décarboner leur parc de véhicules de collecte des ordures ménagères. Ses experts les assistent dans la définition de leurs besoins et la construction de leur projet. Ils proposent une approche à 360° afin de construire, à leur côté, leur nouvel écosystème de mobilité électrique : depuis la définition et de la configuration du véhicule complet avec ses équipements, sa carrosserie, jusqu'à l'infrastructure de charge et les contrats d'entretien, le financement et la recherche des aides publiques. Tout un ensemble de solutions sur mesure adaptées aux collectivités et établissements publics. La ville de Barcelone a notamment bénéficié de cet accompagnement pour mener à bien sa transition vers des véhicules électriques. *« Par le passé, on avait déjà essayé d'introduire l'utilisation de camions électriques dans la ville de Barcelone, mais les différents constructeurs n'ont jamais été en mesure de s'engager sur une autonomie prédéfinie. Ce que Renault Trucks a su faire ! »*, souligne Manuel Velez, président de CLD, l'un des quatre opérateurs de la ville de Barcelone.

FOCUS

De la BOM au cœur !

C'est au collectif de street art lyonnais Birdy Kids que Renault Trucks France a laissé le soin de customiser l'une de ses BOM, un Renault Trucks E-Tech D Wide de 26 tonnes à cabine surbaissée. *« À l'origine de cette collaboration, il y a notre ambition de changer le regard que les citoyens portent sur le camion tel que nous le connaissons depuis toujours »,* confie Florian Perrot, directeur marketing chez Renault Trucks France. Une manière de démontrer que ce type de véhicule est capable de se fondre, sans nuisance, dans un environnement urbain et périurbain. « *De plus, en braquant les projecteurs sur*

cette application, nous voulons faire savoir que son coût total de possession avoisine celui d'un véhicule thermique », poursuit-il. « *Économiquement, bien que le véhicule soit plus cher à l'achat, la technologie électrique à batteries est rentable et adaptée à nos usages. En effet, d'une part l'énergie électrique reste raisonnable malgré la situation actuelle. D'autre part, dans la mesure où nous nous sommes engagés depuis longtemps dans la transition électrique, nous avions anticipé les infrastructures nécessaires* », renchérit Philippe Crassous.

La BOM Birdy Kids, quant à elle, s'apprête à entamer un tour de France en intégrant la flotte de démonstration d'une vingtaine de véhicules 100 % électrique de Renault Trucks France.

FOCUS

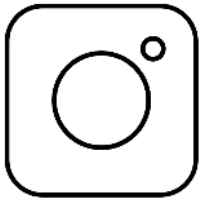
Les BOM Renault Trucks en chiffres

- 160 000 tonnes de déchets déjà collectés
- 130 BOM électriques Renault Trucks actuellement en services
- 300 BOM électriques Renault Trucks commandées en France
- Plus de 700 000 km parcourus depuis leur lancement en 2020 (chiffres d'août 2023)Une réduction de 80 % des émissions de CO2

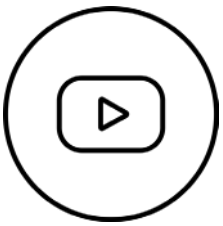
Restons en contact

SUIVEZ-NOUS SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX

@SEPUR



@GROUPE_SEPUR



@sepur6950

WWW.SEPUR.COM

SEPUR@SEPUR.COM

Sepur

Sepur

Engagés pour l'avenir
de nos territoires

SIÈGE SOCIAL

ZA du Pont Cailloux
78850 Thiverval-Grignon